

November 5, 2024

L'hiver arrive en Europe, deux ans après la crise énergétique



La crise énergétique de 2022 a révélé la vulnérabilité énergétique de l'Europe. De nombreux progrès ont été réalisés depuis, notamment en termes de baisse de la consommation de gaz et de dépendance à la Russie. Les ménages ont consenti d'importants efforts, mais il reste encore beaucoup à accomplir pour garantir la stabilité de l'offre énergétique à long terme.

Il y a deux ans, les ménages européens ont entamé l'hiver sans savoir s'ils parviendraient à chauffer correctement leur maison durant les mois les plus rudes. En 2021, la Russie représentait 44% des importations de gaz naturel de l'UE. L'invasion de l'Ukraine a contraint l'UE à trouver précipitamment de nouvelles solutions pour assurer l'approvisionnement en diversifiant l'offre, tout en réduisant rapidement la demande.

L'inflation des prix énergétiques a atteint un niveau record en mars 2022. Les ménages, tout comme les entreprises, ont été soumis à des pressions considérables partout en Europe. Cette situation a également mis en lumière les risques inhérents à la dépendance de l'Europe vis-à-vis

d'autres pays, comme l'a récemment déploré Mario Draghi, ancien premier ministre italien et ex-président de la BCE, dans son rapport intitulé «L'avenir de la compétitivité de l'UE».

L'avènement du gaz naturel liquéfié (GNL)

Jusqu'à la crise énergétique de 2022, le gaz consommé par les pays européens était principalement acheminé de Russie par gazoducs. Face à la nécessité de diversifier l'approvisionnement, le gaz naturel liquéfié (GNL), via transport maritime, est devenu un élément crucial de la sécurité énergétique de l'Europe, remplaçant une large part des importations russes. En 2022, les États-Unis sont devenus le principal fournisseur de GNL de l'Europe. La Norvège, quant à elle, a détrôné la Russie en tant que principal fournisseur de gaz.

Selon le Parlement européen, au plus fort de la crise énergétique, plus de 41 millions d'Européens ne parvenaient pas à chauffer suffisamment leur maison. L'UE est intervenue pour aider les particuliers et les entreprises qui n'étaient pas en mesure de régler leurs factures d'énergie, mais elle a également dû s'atteler à une des principales causes de la hausse des prix: la demande. Les pays et les citoyens de l'UE ont été exhortés à réduire leur consommation de gaz, laquelle a, selon le Conseil européen, chuté de 18% dans la région entre août 2022 et mai 2024 par rapport aux cinq années précédentes.

Les modifications des comportements ont contribué à réduire la demande

En 2024, les ménages n'ont toujours pas renoué avec leurs niveaux de consommation antérieurs à la crise et, bien que leur volonté de changer leurs habitudes (soit volontairement, soit sous le coup des pressions financières) ait été indispensable pour réduire la demande, d'autres facteurs ont également joué un rôle. Une série d'hiver relativement clément a entraîné une réduction de l'énergie utilisée pour le chauffage des bâtiments. Par ailleurs, l'installation de trois millions de pompes à chaleur en 2022 a contribué à faire reculer la demande en gaz. Les autorités espèrent que l'évolution des habitudes de consommation ainsi que l'accent mis sur l'efficacité énergétique des bâtiments permettront de pérenniser la tendance à la baisse de la consommation en gaz ces prochaines années.

Lorsque les prix du gaz se sont envolés, les industries européennes à forte intensité énergétique ont dû mettre un frein à leur activité. Si les prix sont revenus à des niveaux plus acceptables, la demande industrielle n'a toujours pas retrouvé ses niveaux pré-crise. Le déclin de la production dans l'industrie (produits chimiques et produits métalliques, par exemple) fait écho à cette situation.

La baisse de la consommation énergétique depuis la crise est non seulement due au changement des habitudes des consommateurs, mais aussi à la baisse de l'activité économique. Une reprise de l'activité industrielle pourrait modifier l'orientation récente de la demande énergétique.

Changements sur le marché énergétique européen

Cette année, l'objectif de constitution à 90% des réserves de gaz de l'UE, seuil mis en place pour garantir une adéquation entre l'offre et la demande énergétique, a été atteint dix semaines avant la date butoir de novembre.

En août 2024, la part des importations de gaz russe dans le total des importations de gaz pour l'UE a chuté à 16%. Les douze nouveaux terminaux de GNL commandés entre 2022 et 2024 ont sans conteste contribué à ce recul. Bien que la demande globale en gaz ait sensiblement ralenti, avec un repli de 20% pour le GNL au premier semestre en Europe, les investissements dans les infrastructures de GNL restent indispensables pour épargner à l'Europe de futurs chocs de l'offre. Cela permettra également d'empêcher les entreprises à forte intensité énergétique de relocaliser leur production ailleurs en raison d'un approvisionnement instable. La Fédération des industries allemandes (BDI, Bundesverband der Deutschen Industrie) affirme qu'environ 20% de la création de valeur industrielle en Allemagne est menacée, citant parmi les principales raisons les prix élevés de l'énergie.

L'UE est par ailleurs passée à la vitesse supérieure en ce qui concerne le recours aux sources d'énergies renouvelables et produit davantage d'électricité à partir de l'éolien et du solaire qu'à partir de combustibles fossiles, dans une mesure plus importante que jamais. Selon la Commission européenne, l'électricité produite dans l'UE provenait à 46% d'énergies renouvelables, à 29% de combustibles fossiles et à 25% de l'énergie nucléaire au début de cette année.

Les ménages européens, en se détournant du gaz, ont alimenté la demande en électricité afin de chauffer leur logement. On l'a dit, le marché des pompes à chaleur a bondi en 2022. Cette tendance a toutefois faibli avec la baisse des prix du gaz en 2023 et l'augmentation du coût de la vie, rendant financièrement moins intéressant le passage à une pompe à chaleur électrique.

Si les prix de l'électricité sont orientés à la baisse en 2024, ils demeurent soumis à une volatilité certaine, particulièrement dans le sud de l'Europe. Un responsable du gouvernement grec, en référence aux attaques russes visant les infrastructures ukrainiennes, a déclaré: «Nous avons l'impression qu'il y a une mini-crise énergétique dont personne ne parle». Tandis que la dynamique de l'offre évolue en Europe, le besoin de capacités de l'UE pour partager l'offre entre ses pays membres a été mis en lumière.

Et ensuite?

La crise énergétique de 2022 a ouvert les yeux à l'Europe. D'importants progrès ont été réalisés pour remplacer les flux de gaz russe, stabiliser les prix de l'énergie et renforcer l'usage de sources d'énergies renouvelables. La transition en faveur des énergies renouvelables et le partage transfrontalier de l'offre au sein de l'UE seront indispensables pour assurer la sécurité de l'offre énergétique en Europe ces prochaines années. Il sera également crucial de poursuivre

les efforts visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments européens afin que la demande en gaz demeure durablement faible. À plus long terme, l'avènement de l'IA et des maisons intelligentes capables de réguler leur propre système de chauffage pourraient un jour faire partie de la solution. À noter toutefois que l'IA devrait accroître considérablement l'utilisation en énergie. L'Agence internationale de l'énergie estime que la consommation mondiale en électricité issue des centres de données, de l'IA et des cryptomonnaies pourrait doubler en 2026 par rapport à 2022, augmentant la demande en électricité d'un volume correspondant à la consommation de l'Allemagne.

Il y a encore beaucoup à faire en dépit des importants progrès réalisés, et, bien que les prix de l'énergie aient sensiblement baissé, les entreprises de l'UE doivent toujours s'accommoder de coûts largement supérieurs à ceux en vigueur aux États-Unis pour l'électricité et le gaz naturel. Dans son rapport, Mario Draghi met en avant l'occasion à saisir pour l'Europe «de jouer un rôle de chef de file dans le domaine des nouvelles technologies propres et des solutions de circularité, mais aussi d'orienter la production d'électricité vers des sources d'énergie propres qui soient sûres et peu coûteuses» et dont l'UE regorge naturellement. Cela pourrait faire mal à court terme, mais être payant sur le long terme. Reste à voir si l'Europe adoptera pleinement les propositions avancées.

Disclaimer

All financial data and/or economic information released by this Publication (the "Publication"); (the "Data" or the "Financial data and/or economic information"), are provided for information purposes only, without warranty of any kind, including without limitation the warranties of merchantability, fitness for a particular purpose or warranties and non-infringement of any patent, intellectual property or proprietary rights of any party, and are not intended for trading purposes. Banque Internationale à Luxembourg SA (the "Bank") does not guarantee expressly or impliedly, the sequence, accuracy, adequacy, legality, completeness, reliability, usefulness or timelessness of any Data. All Financial data and/or economic information provided may be delayed or may contain errors or be incomplete. This disclaimer applies to both isolated and aggregate uses of the Data. All Data is provided on an "as is" basis. None of the Financial data and/or economic information contained on this Publication constitutes a solicitation, offer, opinion, or recommendation, a guarantee of results, nor a solicitation by the Bank of an offer to buy or sell any security, products and services mentioned into it or to make investments. Moreover, none of the Financial data and/or economic information contained on this Publication provides legal, tax accounting, financial or investment advice or services regarding the profitability or suitability of any security or investment. This Publication has not been prepared with the aim to take an investor's particular investment objectives, financial position or needs into account. It is up to the investor himself to consider whether the Data contained herein this Publication is appropriate to his needs, financial position and objectives or to seek professional independent advice before making an investment decision based upon the Data. No investment decision whatsoever may result from solely reading this document. In order to read and understand the Financial data and/or economic information included in this document, you will need to have knowledge and experience of financial markets. If this is not the case, please contact your relationship manager. This Publication is prepared by the Bank and is based on data available to the public and upon information from sources believed to be reliable and accurate, taken from stock exchanges and third parties. The Bank, including its parent,- subsidiary or affiliate entities, agents, directors, officers, employees, representatives or suppliers, shall not, directly or indirectly, be liable, in any way, for any: inaccuracies or errors in or omissions from the Financial data and/or economic information, including but not limited to financial data regardless of the cause of such or for any investment decision made, action taken, or action not taken of whatever nature in reliance upon any Data provided herein, nor for any loss or damage, direct or indirect, special or consequential, arising from any use of this Publication or of its content. This Publication is only valid at the moment of its editing, unless otherwise specified. All Financial data and/or economic information contained herein can also quickly become out-of- date. All Data is subject to change without notice and may not be incorporated in any new version of this Publication. The Bank has no obligation to update this Publication upon the availability of new data, the occurrence of new events and/or other evolutions. Before making an investment decision, the investor must read carefully the terms and conditions of the documentation relating to the specific products or services. Past performance is no guarantee of future performance. Products or services described in this Publication may not be available in all countries and may be subject to restrictions in some persons or in some countries. No part of this Publication may be reproduced, distributed, modified, linked to or used for any public or commercial purpose without the prior written consent of the Bank. In any case, all Financial data and/or economic information provided on this Publication are not intended for use by, or distribution to, any person or entity in any jurisdiction or country where such use or distribution would be contrary to law and/or regulation. If you have obtained this Publication from a source other than the Bank website, be aware that electronic documentation can be altered subsequent to original distribution.

As economic conditions are subject to change, the information and opinions presented in this outlook are current only as of the date indicated in the matrix or the publication date. This publication is based on data available to the public and upon information that is considered as reliable. Even if particular attention has been paid to its content, no guarantee, warranty or representation is given to the accuracy or completeness thereof. Banque Internationale à Luxembourg cannot be held liable or responsible with respect to the information expressed herein. This document has been prepared only for information purposes and does not constitute an offer or invitation to make investments. It is up to investors themselves to consider whether the information contained herein is appropriate to their needs and objectives or to seek advice before making an investment decision based upon this information. Banque Internationale à Luxembourg accepts no liability whatsoever for any investment decisions of whatever nature by the user of this publication, which are in any way based on this publication, nor for any loss or damage arising from any use of this publication or its content. This publication, prepared by Banque Internationale à Luxembourg (BIL), may not be copied or duplicated in any form whatsoever or redistributed without the prior written consent of BIL 69, route d'Esch | L-2953 Luxembourg | RCS Luxembourg B-6307 | Tel. +352 4590 6699 | www.bil.com.